



Protection judiciaire de la jeunesse La justice des mineurs exige des moyens

La proposition de loi portée par l'ex-Premier ministre Gabriel Attal (Renaissance) promet de durcir la justice des mineurs, là où les professionnels qui se mobilisent réclament plus de moyens pour remplir efficacement leurs missions. Ils se mobilisaient hier à Marseille.. P.5

La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal
le plus
chanté
de France

POINT D'ENTRÉE STRATÉGIQUE POUR L'INDE EN EUROPE

Marseille capitale de la Moditerranée



Le Premier ministre indien Narendra Modi et le président Macron ont renforcé le partenariat plaçant Marseille sur le corridor commercial Inde/Europe. Retour sur une visite passée par le cimetière indien de Mazargues, le projet de recherche Iter et la CMA-CGM. P. 2 à 4

VAR

Enfin un centre LGBT+ à Toulon

Le préfet du Var et le directeur interministériel Mathias Ott ont inauguré mercredi le premier centre LGBT+ du département. P.12



ÉTANG DE BERRE

« Une alternative existe »

Jean-Claude Cheinet du Mouvement national de lutte pour l'environnement réagit au sujet de la dérivation des eaux de la centrale EDF de Saint-Chamas. P. 8



OPEN 13

Daniil Medvedev taille patron

Après des résultats récents décevants, le numéro 8 mondial et vainqueur en 2021 veut briller dès aujourd'hui face au français Pierre-Hugues Herbert. P. 25



PHOTO WALLSFR

ÉDITORIAL

Léo Purguette

Au cœur des luttes d'influence mondiales

● La venue de Narendra Modi, le Premier ministre indien, à Marseille où il a rencontré le président Macron, n'avait rien d'une visite de courtoisie. Elle a été l'occasion de concrétiser le projet tracé par Joe Biden en 2023 lors du G20 de New Delhi : un corridor économique et commercial partant de l'Inde en passant par Dubaï, l'Arabie saoudite et le Port de Haïfa en Israël... jusqu'à Marseille. Une manière de concurrencer le projet de Nouvelles routes de la soie développé par la Chine et de contourner le canal de Suez.

Le dirigeant nationaliste hindou - dont la politique intérieure d'extrême droite a créé deux catégories de citoyens - ne cache pas les velléités de puissance de son pays. Il acquiert une influence croissante dans un monde instable, marqué par des conflits et secoué par les déclarations tonitruantes de Donald Trump.

Marseille, port incontournable

À côté de lui, le président français tout en accompagnant la montée en puissance de l'Inde a semblé partisan du « en même temps » y compris en matière géopolitique. « Nous voulons travailler avec les États-Unis d'Amérique » et « avec la Chine, mais on ne veut dépendre de personne », a-t-il indiqué. Même si la plus sûre façon de garantir l'indépendance stratégique et la prospérité de la France reste d'engager, en parallèle de la diversification commerciale, une réelle politique de relocalisation industrielle.

Marseille est désormais au cœur des luttes d'influence mondiales, le port incontournable de la Méditerranée.

Comme il semble loin le temps où un patronat local déclinant accusait le Port et ceux qui le font vivre d'être un repoussoir, coincé entre le dynamisme de Gênes et celui de Barcelone.

S'il y avait une raison de se réjouir hier, c'est bien celle-ci.

Marseille place stra

MARSEILLE

Dans les Bouches-du-Rhône ce mercredi, le Premier ministre indien Narendra Modi a reconnu l'emplacement stratégique de Marseille pour les futurs corridors commerciaux. De quoi répondre aux attentes françaises.

Devant le nouveau consulat de la République de l'Inde à Marseille, sur la prestigieuse avenue du Prado, la diaspora scande frénétiquement le nom de son Premier ministre, poussée par les mridangs, les tambours traditionnels. De l'autre côté des barrières, Narendra Modi sourit et serre les mains qui se tendent. Après un passage au sommet de l'intelligence artificielle à Paris, le leader nationaliste hindou était en déplacement dans les Bouches-du-Rhône ce mercredi matin, accompagné par Emmanuel Macron. L'occasion d'ouvrir « un nouveau chapitre des relations entre l'Inde et la France ».

Ambitions de la CMA CGM

Ensemble, les deux dirigeants ont ainsi inauguré dans la matinée le premier consulat général d'Inde en France. La représentation diplomatique « servira de pont essentiel pour renforcer nos liens culturels, économiques et humains », appuie Narendra Modi. Il invoque « les liens entre Marseille et l'Inde », les troupes débarquées lors de la Première guerre mondiale mais aussi la mémoire du militant indépendantiste Veer Savarkar, évadé des cales britanniques lors d'une escale dans la ville en 1910. Un homme qui a théorisé le suprémacisme hindou dont se revendique aujourd'hui le Premier

ministre indien.

Mais plus que sur le Prado, ce sont dans les étages de la tour CMA CGM qui domine les bassins est du Grand port maritime de Marseille que s'est jouée la visite. De quoi appuyer la réalisation d'un nouveau corridor économique entre l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe, lancé en 2023 à New Delhi lors du G20. « Marseille pourrait clairement être le point d'entrée du marché européen entier », défend face à Narendra Modi le président français, au côté du patron de la CMA CGM bien décidé à y jouer un rôle. « Nous soutenons activement votre vision, alors que l'Inde se développe dans le commerce et la logistique », applaudit Rodolphe Saadé, inquiet malgré tout de la liaison entre les Émirats arabes unis et le port israélien d'Haïfa. « CMA CGM jouera un rôle clé dans l'efficacité du corridor », promet néanmoins le groupe, mettant en avant son expertise logistique. L'armateur déjà a mis un pied en Inde dans ce secteur avec le rachat en 2023 du géant Stellar VCS. Aujourd'hui, il veut faire naviguer une partie de sa flotte sous pavillon indien et regarde d'autant plus vers le sous-continent que les États-Unis poussent à se détourner des chantiers navals chinois.

« Étape supplémentaire »

Des messages entendus. Dans un communiqué conjoint à l'issue de la visite, les deux pays indiquent qu'ils ont « reconnu l'emplacement stratégique de Marseille au cœur de la Méditerranée » et veulent « continuer de renforcer leur coopération à long terme ». « Les collaborations avec les leaders de l'industrie joueront un rôle crucial pour stimuler la connectivité, les chaînes d'approvisionnement et la croissance économique », appuie le Premier ministre indien. De quoi satisfaire le président du port



À l'intérieur de la tour CMA, Narendra Modi et Emmanuel Macron ont échangé sur le futur corridor économique Inde - Moyen-Orient - Europe.

PHOTO AFP

Christophe Castaner, qui voit là « une étape supplémentaire » pour faire de Marseille « la principale porte d'entrée méditerranéenne vers l'Europe ». Et Rodolphe Saadé, depuis le centre de navigation de la CMA CGM, de se réjouir : « Ce n'est que le début ! »

Yves Souben

Le groupe ArcelorMittal envisage l'Inde pour ses activités support

Le groupe de sidérurgie français Arcelor Mittal, a annoncé ce mardi 11 février envisager la délocalisation de certaines de ses activités de support. Selon les informations de FranceInfo, cette décision, transmise par courrier à l'AFP consiste à développer le « centre de services partagés pour réaliser certaines de ces activités en Inde ». Cette décision lourde, prise à l'issue d'un comité d'entreprise européen, serait notamment la conséquence d'un « certain nombre de défis majeurs qui menacent l'avenir de la production d'acier sur le continent », a précisé le ArcelorMittal.

Ambitions géopolitiques

Aucune signature de contrat supplémentaire n'a été annoncée entre la France et l'Inde à Marseille malgré les attentes sur l'armement. Mais les deux pays confirment leur partenariat dans l'Indo-Pacifique.

En matière de Rafale, le président Macron, pour cette fois, a dû se contenter des bour-

rasques qui balayaient le tarmac de l'aéroport de Marignane à son arrivée mardi soir. Attendue, la finalisation du contrat de vingt-six avions de combats et trois sous-marins Scorpène pour l'Inde, annoncée en 2023 pour 10 milliards d'euros, n'est finalement pas arrivée. Dans leur déclaration conjointe, les deux chefs d'État se sont contentés de se féliciter « de la poursuite de la coopération aérienne et maritime » en matière de défense, en évoquant des discussions « sur les missiles, les moteurs d'hélicoptères et

les moteurs d'avions ». L'Inde pousse la France à s'intéresser à ses camions lance-roquette Pinaka, quand celle-ci salue son intérêt pour les drones européens, et tous deux s'engagent à renforcer leurs partenariats de recherche et de développement dans le domaine de la défense. Mais tandis que les exercices militaires conjoints se poursuivent, les deux pays n'ont pas moins « souligné leur attachement commun à une région Indo-Pacifique libre, ouverte, inclusive, sûre et en paix ».

Y.S.

Stratégique pour l'Inde

Iter, partenariat stratégique et fusion nucléaire

Avancée du chantier et relations diplomatiques étaient au menu des deux chefs d'État.

La première visite d'un chef d'État étranger, celle du Premier ministre indien Narendra Modi, accompagné d'Emmanuel Macron sur le site du projet Iter, le plus important à l'échelle internationale en termes d'expérimentation de fusion nucléaire, tombe au moment de la concrétisation des discussions sur la nouvelle « baseline » (feuille de route) du projet, mise en route cette année. « C'est un moment fort. Cela fait vingt ans qu'on a désigné ce projet avec nos membres. Il est évident que le soutien de nos gouvernants est fondamental », estime Alain Becoulet, directeur scientifique de Iter organization. L'Inde, qui participe à hauteur de 9% à cette expérimentation sur la faisabilité de la fusion nucléaire, à égalité avec la Chine, la Russie, le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis, a notamment fourni le cryostat du tokamak, fabriqué par l'entreprise indienne Larsen et Toubro. À ce jour, la nouvelle échéance du calendrier est « progressive ». Prudent, Alain Becoulet estime que « l'assemblage des pièces du tokamak devrait se poursuivre jusque dans les an-



Les chefs d'État indien et français sont venus visiter le site expérimental de fusion nucléaire Iter, à Saint-Paul-lez-Durance.

PHOTO PRÉSIDENCE INDIENNE

nées 2031, 2032 ». La mise en service expérimentale, prévue dans la foulée, devrait avoir lieu d'ici 2033, estime le directeur scientifique, avant une « montée en puissance en nucléaire » jusqu'à 2039. Il faudra donc attendre la fin de la prochaine décennie pour un fonctionnement à pleine puissance, originellement prévu pour 2035. Si l'expérimentation est concluante, chacun des mem-

bres s'appropriera et importera chez lui la technologie de fusion nucléaire. « L'objectif est commun, celui d'une énergie viable, mais aussi celui d'une coopération pacifique », insiste Pietro Barabaschi, directeur général d'Iter organization.

Si aucune intervention ni micro tendu n'ont été permis à la presse par les deux chefs d'État, l'amitié affichée au cours des diverses étapes de la journée

La CGT mobilise

Le syndicat du CEA de Cadarache s'est mobilisé en marge de la visite pour « dénoncer la situation générale des salariés maltraités du secteur nucléaire ».

La CGT met en cause « un grand plan de démantèlement social » en cours dans ce secteur pourtant stratégique pour l'indépendance énergétique et industrielle du pays avec une énergie décarbonée.

L'Union locale des syndicats CGT Saint-Paul/Cadarache a également listé dans un tract l'ensemble des attaques présidentielles contre le monde du travail depuis 2017.

E.B.-G.

par Emmanuel Macron et Narendra Modi confirme les informations communiquées à la fin de la visite. Soit, le maintien des « liens entre les deux pays dans le domaine du nucléaire civil », mais aussi l'annonce de « la signature d'une déclaration d'intention sur les petits réacteurs modulaires et les réacteurs modulaires avancés » entre les deux pays.

Eva Bonnet-Gonnet

Des associations dénoncent la fast fashion

Plusieurs associations se sont rassemblées ce mercredi devant la préfecture pour dénoncer les ravages de la « mode jetable » sur l'environnement.

Interpeller Emmanuel Macron au sujet de la fast fashion et ses effets délétères sur l'environnement. Devant la préfecture des Bouches-du-Rhône, une vingtaine de militants de plusieurs associations s'est rassemblée pour notamment reprocher la double casquette de Christophe Castaner, à la fois président du Grand port de Marseille et conseiller RSE au sein de Shein, grande marque de ce secteur.

« Il veut nous faire croire que c'est pour aider ce grand de la mode jetable à aller vers la transition. Mais il se sert de son ancien rôle de ministre pour faire du lobbying



pour cette marque », affirme Anne, représentante de la Fask, association qui défend la production textile de la région.

Alors que la loi contre la fast fashion doit être votée au Sénat le 26 mars, les participants souhaitent maintenir la pression. « D'ici là, il ne faut rien lâcher car il y a beaucoup de lobbying contre cette loi », explique Anne-Christelle,

un membre de l'association un déchet par jour. « Il faut faire passer le message aux politiques et à l'industrie car ce sont à eux d'agir. Individuellement, on ne pourra réduire que 25% de la pollution. Le reste des efforts c'est aux décideurs et aux producteurs de les faire, c'est pour ça qu'il faut les interpeller. »

« On sait que le textile c'est la deuxième

Alternatiba, la Fask, Meanwhile Boutique, la Réserve citoyenne, un déchet par jour... Des acteurs et militants de l'environnement et de la mode ont profité de la visite présidentielle pour s'opposer à la fast fashion devant la préfecture.

PHOTO E.J.

industrie la plus polluante », résume Manon, fondatrice d'un concept-store de vêtements éco responsables, Meanwhile boutique. « Je trouve ça essentiel de montrer que l'on peut consommer autrement parce que les méfaits de cette industrie sont certes écologiques, mais elles sont aussi sociales. »

L'industrie du textile représente effectivement 8% des émissions de gaz à effet de serre. Un pourcentage qui risque d'augmenter alors que la fast fashion pousse selon les militants à consommer toujours plus des vêtements de moins bonne qualité. Cette industrie, qui propose des prix toujours plus bas pour essayer de vendre toujours plus, emploie des hommes et des femmes dans des conditions inhumaines. Un secteur qui a également contribué à la fermeture de nombreuses industries françaises. L'an dernier, 95% des vêtements venus en France ont été importés.

Eva Janus

Des associations dénoncent la fast fashion

Plusieurs associations se sont rassemblées ce mercredi devant la préfecture pour dénoncer les ravages de la « mode jetable » sur l'environnement.

Interpeller Emmanuel Macron au sujet de la fast fashion et ses effets délétères sur l'environnement. Devant la préfecture des Bouches-du-Rhône, une vingtaine de militants de plusieurs associations s'est rassemblée pour notamment reprocher la double casquette de Christophe Castaner, à la fois président du Grand port de Marseille et conseiller RSE au sein de Shein, grande marque de ce secteur.

« Il veut nous faire croire que c'est pour aider ce grand de la mode jetable à aller vers la transition. Mais il se sert de son ancien rôle de ministre pour faire du lobbying



Alternatiba, la Fask, Meanwhile Boutique, la Réserve citoyenne, un déchet par jour... Des acteurs et militants de l'environnement et de la mode ont profité de la visite présidentielle pour s'opposer à la fast fashion devant la préfecture.

PHOTO E.J.

pour cette marque », affirme Anne, représentante de la Fask, association qui défend la production textile de la région.

Alors que la loi contre la fast fashion doit être votée au Sénat le 26 mars, les participants souhaitent maintenir la pression. « D'ici là, il ne faut rien lâcher car il y a beaucoup de lobbying contre cette loi », explique Anne-Christelle,

membre de l'association un déchet par jour. « Il faut faire passer le message aux politiques et à l'industrie car ce sont à eux d'agir. Individuellement, on ne pourra réduire que 25% de la pollution. Le reste des efforts c'est aux décideurs et aux producteurs de les faire, c'est pour ça qu'il faut les interpeller. »

« On sait que le textile c'est la deuxième

industrie la plus polluante », résume Manon, fondatrice d'un concept-store de vêtements éco responsable, Meanwhile boutique. « Je trouve ça essentiel de montrer que l'on peut consommer autrement parce que les méfaits de cette industrie sont certes écologiques, mais elles sont aussi sociales. »

L'industrie du textile représente effectivement 8% des émissions de gaz à effet de serre. Un pourcentage qui risque d'augmenter alors que la fast fashion pousse selon les militants à consommer toujours plus des vêtements de moins bonne qualité. Cette industrie, qui propose des prix toujours plus bas pour essayer de vendre toujours plus, emploie des hommes et des femmes dans des conditions inhumaines. Un secteur qui a également contraint à la fermeture de nombreuses industries françaises. L'an dernier, 95% des vêtements venus en France ont été importés.

Eva Janus